

Initiatives ministérielles

• (1730)

M. Butland: Monsieur le Président, c'était une question sans queue ni tête qui portait sans doute sur l'environnement. Puisque le gouvernement pollue presque tout, il y a probablement une analogie entre cette question et son action. Notre parti n'a pas besoin de s'excuser auprès de qui que ce soit et surtout des gens d'en face.

Vous parlez des groupes d'intérêts. Nous n'avons aucune difficulté à leur prêter attention. Si quelqu'un en a, c'est qu'il oublie que ces groupes se composent de Canadiens, alors où est le problème?

Le député m'a fait sourire quand il a parlé de certains programmes, comme Développement des collectivités, qui a été mis sur pied par mon prédécesseur. Je regrette, mais ce programme ne fonctionne pas. Les fonctionnaires qui le gèrent font du beau travail, mais ils ont les mains complètement liées.

Si une demande est approuvée dans ma circonscription, elle doit l'être ensuite à Sudbury, puis à Toronto et enfin à Ottawa où le bureau de la ministre peut encore la refuser.

Ne me vantez pas les mérites de ces programmes. Les fonctionnaires les gèrent du mieux qu'ils peuvent, mais les programmes n'apportent pas grand-chose au nord de l'Ontario. Les fonds pourraient être mieux dépensés.

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je suis très heureuse de participer au débat cet après-midi, et j'espère que la Chambre ne sera pas trop ébranlée si j'aborde directement l'objet de la motion.

C'est une motion extraordinaire, qui dit ceci:

Que la Chambre affirme que le Premier ministre ne lui inspire plus confiance et lui demande de démissionner et de déclencher immédiatement une élection.

Quelle absurdité!

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Mme Campbell (Vancouver-Centre): Ce sont là les gestes qui conviennent bien aux phoques savants de l'autre côté de la Chambre, monsieur le Président, et leurs bruits sont probablement aussi efficaces que ceux de leurs semblables, mais ils ne veulent pas dire grand-chose. La motion est ridicule.

C'est aujourd'hui le deuxième anniversaire de la deuxième victoire électorale de notre premier ministre, le très honorable Brian Mulroney.

Des voix: Bravo!

Mme Campbell (Vancouver-Centre): Le premier ministre actuel dirige le gouvernement du Canada depuis environ six ans. J'estime que le bilan du premier ministre se passe d'explications, mais je voudrais avoir l'honneur d'en parler cet après-midi car, à mon avis, il est le dirigeant remarquable non seulement d'un gouvernement, mais également d'un parti et d'un grand pays.

Je viens d'une région du pays qui ne tient pas pour acquis sa position à la Chambre, car pendant de nombreuses années, les habitants de cette région se sont sentis privés de leurs droits de représentation à Ottawa. Pendant une grande partie de ma vie d'adulte, la voix des habitants de la Colombie-Britannique a crié dans le désert. Je crois me rappeler le bras d'honneur et d'autres gestes de sympathie de la part de gouvernements du Canada et de dirigeants nationaux à l'égard de ma région du pays.

Depuis 1984, la voix de l'Ouest et celle de la Colombie-Britannique en particulier se sont fait entendre plus fortement au gouvernement du Canada qu'à toute autre époque de ma vie adulte. Pendant toute ma vie, en fait, sauf un vague souvenir que j'ai du gouvernement de M. Diefenbaker à la fin des années 1950 et au début des années 1960, c'est la seule fois que je peux me rappeler m'être sentie vraiment avoir voix au chapitre à Ottawa du côté ministériel de la Chambre.

Le parti qui forme le gouvernement actuel possède de véritables racines nationales, et le chef de notre parti a réussi à créer un parti jouissant de véritables racines nationales. Je soutiens que cela constitue en soi un signe d'un remarquable leadership.

Lorsque le premier ministre siège à la table de son Cabinet et regarde ses ministres, il voit un profil de notre pays. Ce profil ne s'en trouve que rehaussé et élargi quand il siège au caucus national, comme il le fait fidèlement chaque semaine, pour écouter tous ses députés, pour écouter leurs préoccupations.